

Groupes armés et conflits intra-étatiques : à l'aube d'une nouvelle ère ?

Arnaud Blin*

Arnaud Blin est chercheur associé à l'Institut Français d'Analyse Stratégique et coordinateur du Forum pour une Nouvelle Gouvernance.

Résumé

Les mutations diverses et profondes qui ont affecté le monde, en particulier dans sa dimension géostratégique, depuis la fin de la guerre froide ont-elles changé radicalement la nature des conflits ? Vingt ans après la disparition de l'Union soviétique et dix ans après celle des tours jumelles de New York, le bilan fait état d'une certaine continuité avec la résilience de vieux foyers conflictuels non résolus et des groupes armés qui les alimentent. Néanmoins, alors que la majorité des conflits armés est à ranger aujourd'hui dans la catégorie des conflits intra-étatiques, le contexte général a évolué de telle manière que l'on évoque aujourd'hui le phénomène des « nouvelles guerres ». Les inégalités économiques et politiques de plus en plus inacceptables avec la globalisation, les atteintes à l'environnement et leurs conséquences, ou encore l'émergence de conflits de grande ampleur provoqués par le crime organisé constituent certaines des menaces qui affectent déjà la nature des conflits d'aujourd'hui ou qui pourraient définir ceux de demain. La période dominée par les groupes djihadistes à vocation universaliste touchant peut-être à sa fin, la tendance actuelle semble s'orienter vers une nouvelle génération de guérilleros susceptibles de profiter

* Arnaud Blin est l'auteur d'une douzaine d'ouvrages sur l'histoire des conflits, dont *Histoire du terrorisme: De l'Antiquité à Al Qaida*, avec Gérard Chaliand, Bayard, Paris, 2004/2006 (*The History of Terrorism: From Antiquity to Al Qaeda*, University of California Press, Berkeley, CA, 2007) et *La Paix de Westphalie*, Éditions Complexe, Bruxelles, 2006.

La version anglaise de cet article est disponible sous le titre « Armed groups and intra-state conflicts: the dawn of a new era? », dans *International Review of the Red Cross*, Vol. 93, N° 882, juin 2011, pp. 287-310.

notamment de l'érosion de l'État-nation et des soubresauts géopolitiques issus de l'héritage post-colonial, pour se lancer dans des aventures à long terme où les passions et le degré de violence sont élevés. Circonscrits pour l'instant, certains des conflits du moment pourraient exploser par les effets de la globalisation alors que la communauté internationale peine à redéfinir d'autres règles du jeu adaptées à la nouvelle dialectique de la guerre et de la paix.



Si vous voulez connaître la réalité profonde de la guerre, sachez qu'elle suit les lois de l'arc et de la flèche. La flèche c'est le soldat, l'arc c'est le général, celui qui tire c'est le souverain¹. (Sun Bin)

Paix : dans le domaine des affaires internationales, une période de tricherie entre deux périodes de combats². (Ambrose Bierce)

Vers de nouvelles guerres ?

Si l'on ne peut toujours affirmer que la guerre est un vecteur de transformation des sociétés, nul doute que la transformation des sociétés est un moteur de changement de la guerre. Chaque rupture, chaque révolution, qu'elles soient politiques, géopolitiques, économiques, sociales, intellectuelles, spirituelles ou industrielles, ont pour effet immédiat de changer la nature de la guerre, de modifier notre rapport à la guerre, de transformer la relation inextricable et complexe entre l'action politique et l'action militaire, avec comme corollaire de nous dévoiler le nouveau visage de la guerre, autrement dit celui des acteurs qui la mènent sur le terrain, qu'il s'agisse des armées régulières ou des irréguliers qui ferraillent âprement dans l'espoir de gagner pouvoir, reconnaissance et légitimité politique. Chacune de ces ruptures ou révolutions se nourrit généralement de l'espoir que la nouvelle période qui commence marquera un recul net ou même définitif des conflits. Las ! Dans la majorité des cas, les conflits, non seulement ne reculent pas, mais bien souvent signalent une nouvelle étape dans la « progression » de la violence tout en introduisant des formes de violences longtemps disparues ou inconnues jusqu'alors.

Nous tâcherons dans cet article d'esquisser les grandes tendances de la rupture géostratégique qui s'accomplit sous nos yeux depuis une vingtaine d'années à travers un portrait de ses nouveaux acteurs. Celle-ci est difficile à appréhender : une fois n'est pas coutume, la rupture avec la période précédente, celle

1 Sun Bin, *Le Traité militaire* (IV^e siècle av. J.-C.), Economica, Paris, 1996, Chapitre X, p. 41.

2 Journaliste satirique américain extrêmement populaire à son époque, Ambrose Bierce (1842-v.1914) fut marqué par son expérience personnelle de la Guerre de Sécession. Il disparut sans laisser de traces durant la Révolution mexicaine. Dans l'original, sa définition de la paix est la suivante : « Peace: In International affairs, a period of cheating between two periods of fighting », dans *The Devil's Dictionary*, Dover, New York, 1993, p. 92.

de la guerre froide, n'a pas été entérinée par une grande conférence de paix, ni par des traités destinés à remodeler le monde et à poser les nouveaux termes de la guerre et de la paix. Point ici de Paix de Westphalie, de Congrès de Vienne, de Versailles ou de Yalta. Malgré l'absence d'accords formels, de conférence de paix ou de tentative de création d'un nouvel ordre mondial, la métamorphose n'en est pas moins formidable, à commencer par celle de la guerre et de ceux qui la font.

C'est cette transformation des modes de la violence organisée qui servira de fil conducteur à cette étude, qui se focalisera d'abord sur les conflits les plus répandus et les plus meurtriers de la période, à savoir les conflits intra-étatiques – conflits ayant lieu au sein d'un État plutôt qu'entre deux ou plusieurs États – et par les groupes armés irréguliers qui sont aujourd'hui au cœur de ces guerres, dont il est parfois difficile de distinguer, ce que nous tenterons malgré tout de faire, si elles incarnent un nouveau type de conflit ou s'il ne s'agit là que d'un ravalement de façade. Du reste, l'érosion de l'État-nation, ou tout du moins de son omnipotence dans la maîtrise de la violence organisée dont il possédait le monopole jusqu'à une époque récente, est une tendance qui a de grandes chances de s'amplifier, avec des conséquences dont il est encore trop tôt pour appréhender et mesurer les effets.

Ce recul global de l'État-nation, qui reste un phénomène sur la durée et dont il ne faut pas non plus exagérer les conséquences à court terme, est à associer à l'effondrement brutal de certains appareils étatiques, dont la faillite se répercute de manière violente et rapide au-delà des frontières des pays concernés. C'est une évidence que certains pays en chute libre nécessiteront des efforts conséquents de la part de la communauté internationale pour aider à réparer les structures de ces États faillis ou en grande difficulté. Il n'est pas inutile de rappeler que les crises balkaniques qui résultèrent de l'effritement de l'empire ottoman furent à l'origine de la Première Guerre mondiale, ni que le lourd héritage de la colonisation (et de la post-colonisation), occidentale ou soviétique, suscite des remous semblables à ceux qui secouèrent les empires ottoman, russes et autrichiens avant la Grande Guerre.

La guerre, disait Clausewitz, est un caméléon³. Elle change et s'adapte de manière perpétuelle. C'est donc la nature de la guerre que de se renouveler⁴. Si le XX^e siècle avait vu l'avènement de la mécanisation puis de l'arme nucléaire qui avait poussé, puis par un paradoxe stratégique, anéanti la violence paroxys-

3 On se reportera à l'étude que Raymond Aron consacre à ce sujet. Aron nous dit que : « Penser les guerres de notre temps selon Clausewitz ne consiste pas dans l'application mécanique des concepts propres à l'officier prussien mais dans la fidélité à une méthode. Puisque la guerre est un caméléon, aux deux sens de ce terme – la guerre est *autre* de conjoncture à conjoncture, *complexe* en chaque conjoncture – la première tâche de l'homme d'État est de déterminer la nature propre de telle guerre singulière qui lui incombe de comprendre ou de conduire ». Voir Raymond Aron, *Penser la guerre: Clausewitz, Tome II, l'âge planétaire*, Gallimard, Paris, 1976, p. 185. On rappellera par ailleurs, et par rapport aux guerres du XXI^e siècle, que Clausewitz fut d'abord un théoricien de la « petite guerre » ou guérilla – il s'inspira de l'exemple espagnol – avant de devenir un philosophe de la guerre.

4 Voir l'incontournable livre de Martin Van Creveld, *The Transformation of War*, New York, Free Press, 1991, ainsi que l'étonnante analyse de Roger Cailliois, *Bellone ou la pente de la guerre*, Fata Morgana, Fontfroide-le-Haut, 1994. Rédigé par un écrivain aux multiples facettes, et donc un non-spécialiste, il s'agit là pourtant d'un des ouvrages les plus pénétrants jamais produits sur l'évolution de la guerre.

mique, au XXI^e siècle, le phénomène le plus marquant est l'asymétrie entre la guerre de très haute technologie et de nouvelles formes de violence organisées qui anéantissent de manière indirecte les effets des armes les plus sophistiquées⁵. Le phénomène qu'on a appelé les « nouvelles guerres » voit aussi l'érosion de toutes les délimitations traditionnelles de la guerre : entre acteurs légitimes et illégitimes, entre États et acteurs privés, entre soldats et civils, entre guerres intra et inter-étatiques, entre objectifs politiques et buts lucratifs. Mary Kaldor nous propose une définition concise de ces nouvelles guerres :

« My central argument is that, during the last decades of the twentieth century, a new type of organized violence developed, especially in Africa and Eastern Europe, which is one aspect of the current globalized era. I describe this type of violence as 'new war'. I use the term 'new' to distinguish such wars from prevailing perceptions of war drawn from an earlier era... I use the term 'war' to emphasize the political nature of this type of violence, even though... the new wars involve a blurring of the distinction between war (usually defined as violence between state or organized political groups for political motives), organized crime (violence undertaken by privately organized groups for private purposes, usually financial gain) and large-scale violations of human rights (violence undertaken by states or politically organized groups against individuals)⁶ ».

En quoi ces guerres sont-elles vraiment « nouvelles » ? Vaste débat ! On peut argumenter qu'elles sont nouvelles en ce sens qu'elles sont le fruit de tous ces phénomènes disparates qui sont constitutifs du monde d'aujourd'hui, à commencer par ceux liés de près ou de loin à la globalisation⁷, dont le philosophe

5 La guerre en Afghanistan illustre on ne peut mieux ce phénomène avec, sur le même théâtre, une superpuissance disposant des armes les plus sophistiquées et, en face, des fantassins guerroyant (presque) comme au Moyen Âge. Évidemment, l'asymétrie s'en trouve troublée dès lors que le fantassin est capable avec un simple lance-roquette de détruire un hélicoptère de dernière génération. Mais ce sont les facteurs politiques plutôt que stratégiques (tout du moins au niveau opérationnel) qui annulent bien souvent la supériorité militaire et technologique pure avec les limitations imposées aux armées régulières, surtout lorsqu'elles combattent loin de chez elles. Voir notamment, en particulier sur les conséquences humanitaires, Robin Geiss, « Asymmetric Conflict Structures », dans *International Review of the Red Cross*, décembre 2006, Vol. 88, N° 864, pp. 757-777, et Toni Pfanner, « Les guerres asymétriques vues sous l'angle du droit humanitaire et de l'action humanitaire », dans *International Review of the Red Cross*, Sélection française 2005, Vol. 87, pp. 259-288.

6 Mary Kaldor, *New and Old Wars: Organised Violence in a Globalized Era*, Polity Press, Cambridge, 2006, pp. 1-2. Voir aussi Herfried Münkler, *The New Wars*, Polity Press, Cambridge, 2005. D'autres auteurs parlent de guerre « post-moderne » même si, conceptuellement, les idées sont très proches de celles autour de la nouvelle guerre. Voir par exemple, Victor Davis Hanson, « Postmodern War », dans *City Journal*, hiver 2005. Sur la transformation de la guerre au XXI^e siècle et sans entrer dans les débats sémantiques, Laurent Murawiec produit une analyse des conflits basée sur les idées développées dans le contexte de la Révolution dans les affaires militaires : *La Guerre au XXI^e siècle*, Odile Jacob, Paris, 2000. Pour une analyse pénétrante sur les causes et les conséquences de la rupture stratégique, on lira l'essai de Gérard Chaliand, *Le nouvel art de la guerre*, Hachette, Paris, 2009.

7 On lira malgré tout la mise en garde de Sadowski sur la relation entre la globalisation et la guerre après la fin de la guerre froide. Yahia Sadowski, *The Myth of Global Chaos*, Brookings Institution, Washington, 1998.

Edgar Morin nous rappelle qu'elle « ne fait pas qu'entretenir sa propre crise. Son dynamisme suscite des crises multiples et variées à l'échelle planétaire⁸ ». *A contrario*, ces nouvelles guerres s'inscrivent aussi d'une certaine façon dans la continuité des guérillas des années 1960, des conflits de basse intensité de l'après-guerre de Corée, de la « *Revolution in Military Affairs* » [Révolution dans les affaires militaires – RMA] proclamée durant les dernières années du XX^e siècle aux États-Unis sous l'impulsion du Pentagone et qui mettait l'accent sur les nouvelles technologies et systèmes de communication, d'information et d'organisation des forces armées.

Surtout, le phénomène des nouvelles guerres n'est pas sans rappeler celui des grands conflits qui avaient consumé l'Europe pré-westphalienne, notamment ceux liés à la guerre de Trente Ans (1618-1648), au cours de laquelle se mélangeaient la violence passionnelle des guerres de religions aux luttes de pouvoir entre factions et États rivaux. Une relecture du grand roman picaresque de l'époque, *Le Simplicius simplicissimus* de Grimmelshausen⁹, est là pour nous rappeler que les cycles de la guerre nous font souvent revivre les mêmes situations et les mêmes horreurs. Et si la situation actuelle peut raviver la mémoire européenne du XVII^e siècle, c'est aussi parce que la fin de la guerre froide a définitivement mis fin au système de gestion des conflits mis en place au terme de la guerre de Trente Ans et sur lequel l'Europe, puis le monde, pour le meilleur et pour le pire, s'était appuyé durant trois cent cinquante ans.

D'une certaine façon, la boucle est donc bouclée et le système westphalien n'avait d'ailleurs su empêcher les grandes conflagrations du XX^e siècle, ni le délitement de l'espace, celui de l'Europe, qu'il était censé protéger. L'émergence de « nouvelles guerres », quelle que soit leur originalité historique, est donc une conséquence directe de l'absence de système de gouvernance mondiale capable de garantir la stabilité et la sécurité de l'ensemble de la planète. Or, si l'on doit retenir une leçon de la guerre de Trente Ans, c'est qu'en l'absence de mécanismes de paix efficaces, les conflits localisés violents du type qu'on peut observer aujourd'hui peuvent très rapidement se propager ailleurs et entraîner de vastes pans régionaux dans une chute vertigineuse. Nous verrons dans ce tour d'horizon jusqu'à quel point cette menace semble réelle, dans ce qu'on peut percevoir aujourd'hui dans le monde, sachant que notre habileté à anticiper les grands bouleversements de demain est régulièrement mise à mal par la tournure d'événements qu'on prévoit rarement.

En matière théorique sinon en pratique, le phénomène des « nouvelles guerres » a pour effet de remettre en question la validité de la typologie traditionnelle des conflits qui voyait une distinction nette entre les guerres classiques et les guerres irrégulières, avec toute une gamme de conflits, depuis la guérilla, la guérilla urbaine ou les conflits de basse intensité jusqu'à la virtualité de la guerre

8 Edgar Morin, *La Voie*, Fayard, Paris, 2011, p. 21.

9 Hans Jakob Cristoffel von Grimmelshausen, *Der Abenteuerliche Simplicissimus Teutsch*, publié pour la première fois en 1669. Traduit (à maintes reprises) en France et en Angleterre sous le titre de : *Les aventures de /The adventures of Simplicius simplicissimus*.

nucléaire, chacun marqué par ses propres caractéristiques. Dans cette optique, la distinction entre chacun des conflits s'estompe et les deux extrémités du spectre de la violence organisée, le terrorisme et la guerre nucléaire, se rejoignent avec la menace très symbolique (et pour l'instant virtuelle) d'un terrorisme exploitant les armes de destruction massive. D'une typologie axée jusqu'à présent sur les modes opérationnels, sur la nature des acteurs, sur les objectifs et revendications politiques, ou sur le degré de violence, il faudra désormais adopter une vision plus élargie des conflits qui prend en compte ces divers facteurs ou soulevant chacun d'entre eux par rapport aux autres, et met en relief d'autres phénomènes, tout en dépassant les catégories fourre-tout. Du reste, on voit aussi que le caractère des guerres d'aujourd'hui et de demain met à mal l'idée même d'une typologie, les concepts de « nouvelles guerres » ou de « guerres post-modernes », constituant d'une certaine manière un refus à dresser des catégories hermétiques en insistant sur l'historicité de ces conflits caractéristiques de notre époque. En ce sens, on en revient d'une certaine façon aussi à une vision traditionnelle de la guerre par le fait que celle-ci, quelle que soit sa forme, possède des caractéristiques intrinsèques et essentiellement immuables. Ce n'est pas un hasard si Clausewitz et Sun Tzu, qui écrivaient sur les dimensions stratégiques, sont si populaires aujourd'hui, alors qu'un Jomini¹⁰, autrefois extrêmement influent et dont la pensée stratégique était essentiellement axée sur la dimension opérationnelle, et donc datée de la guerre, est tombé en désuétude. Les stratégestes du XIX^e siècle, pour la plupart des militaires, envisagent la guerre et la politique comme deux entités distinctes, alors que le XX^e siècle va favoriser une approche holistique où la guerre est perçue comme un volet de la politique, au même titre que la diplomatie. Cette mutation s'opère véritablement avec la Première Guerre mondiale, qui voit d'un côté l'apothéose des théories sur la guerre totale et, de l'autre, l'avènement de la vision marxiste de la révolution portée d'abord par Lénine, fin connaisseur de Clausewitz¹¹, et ensuite par Mao, lui-même très au fait de la pensée stratégique chinoise classique.

Au-delà de ces débats théoriques et sémantiques, les événements nous obligent aussi à nous poser des questions plus terre à terre sur l'évolution immédiate des conflits. Ainsi sommes-nous incités de nous interroger aujourd'hui pour savoir si la mort de la figure emblématique des mouvements djihadistes, Oussama Ben Laden pour ne pas le nommer, celle-ci intervenant après une décennie marquée par la présence médiatique de groupes armés djihadistes,

10 On notera malgré tout qu'une réédition de son ouvrage de synthèse a été effectuée en France, où il est même disponible en format poche. Antoine-Henri Jomini, *Précis de l'art de la guerre*, Perrin, Paris, 2008. Au XIX^e siècle, Jomini jouissait d'un prestige immense, beaucoup plus grand que celui de Clausewitz.

11 Dont l'intérêt pour le penseur prussien apparaît dans sa copie copieusement annotée du *De la Guerre*. Là où Engels, dans une lettre à Karl Marx (1858), semble préférer Jomini : « En définitive, Jomini est le meilleur historien et, malgré quelques excellentes choses, le génie inné qu'est Clausewitz ne me plaît pas », Lénine est un inconditionnel : « Clausewitz est l'un des écrivains militaires les plus *profonds*, l'un des plus *grands*, l'un des plus *remarquables* philosophes et historiens de la guerre, un écrivain dont les idées fondamentales sont devenues aujourd'hui le bien incontestable de tout penseur ». Cités par Pierre Naville dans son introduction à Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Éditions de Minuit, Paris, 1955, p. 22.

marque la fin d'une période où le terrorisme s'est affirmé comme le moyen privilégié de nombreux mouvements insurrectionnels de par le monde. Et doit-on, pour le coup, nous attendre à une résurrection des guérillas classiques qui ont émaillé l'histoire du XX^e siècle ? *Quid* des conflits à caractère passionnel qui ont causé des millions de morts en Afrique notamment ? Qu'en est-il aussi des nouvelles menaces liées à la compétition féroce pour les ressources ou à la dégradation rapide de l'environnement ? Autant de questions qui serviront de fil conducteur à ce bref aperçu, forcément non exhaustif, à travers lequel nous tenterons de dresser les grandes lignes de la situation conflictuelle de la planète, tout en répertoriant certains des groupes armés non étatiques parmi les plus marquants du moment et qui, ici ou là, depuis des décennies ou un passé tout récent, contestent l'autorité des régimes en place par les moyens de la violence. Après un regard sur la guerre aujourd'hui puis sur les implications possibles du « Printemps arabe », nous poursuivrons par un tour d'horizon des groupes armés actifs dans les conflits contemporains. Nous nous attacherons ensuite plus spécifiquement à dresser un portrait des conflits qui émaillent les pourtours de l'ex-Union soviétique. Enfin, nous tenterons d'appréhender la nature des menaces et revendications de divers groupes armés dans le monde et nous nous intéresserons au phénomène des guerres passionnelles, à notre impuissance persistante face à la guerre, ainsi qu'au nouvel âge des minorités pour conclure en dressant quelques pistes sur l'avenir.

La guerre aujourd'hui : derrière les apparences

L'âge de l'Internet dans lequel nous sommes plongés désormais tend à brouiller les frontières entre réalité et virtualité, tout en écrasant l'espace-temps en favorisant l'immédiateté. La problématique de la guerre et des conflits s'inscrivant dans le temps long, il s'est logiquement installé un hiatus entre une perception générale de la guerre qui envisage celle-ci comme une faillite de la politique – due en partie au fait que les objectifs militaires ne correspondent plus forcément aux objectifs politiques – et donc une anomalie, et une réalité où la guerre est plutôt une continuation de celle-ci par d'autres moyens¹². En conséquence, notre perception des conflits s'en trouve troublée par l'amalgame qui est fait entre conflits actuels et conflits potentiels, entre instabilité globale et guerres locales, entre menaces possibles et dangers réels, entre crises économiques et désordres géostratégiques. Par ailleurs, l'autre phénomène du moment, la mondialisation économique, ne s'est pas encore traduite véritablement en une mondialisation des conflits, puisque près des trois quarts des conflits armés répertoriés aujourd'hui sont des conflits intra-étatiques¹³, qui n'impliquent pas

12 On lira par exemple l'analyse incisive de Raymond Aron, *Sur Clausewitz*, Complexe, Bruxelles, 1987, pp. 152-183.

13 Selon le classement de 2010 de l'*Heidelberg Institut für Internationale Konfliktforschung* (HIK), « Conflict Barometer 2010 », Heidelberg, 2011.

d'éléments extérieurs, du moins directement, et ne dépassent pas le cadre des frontières d'un pays¹⁴. En somme, s'il est un domaine où les schémas du passé paraissent fonctionner encore, c'est bien celui de la guerre.

En apparence donc, les conflits armés, les guerres et les groupes qui y participent n'ont rien de révolutionnaire. Au contraire, on pourrait presque dire que notre difficulté à appréhender l'instant présent est due principalement au décalage qui existe entre un monde en pleine mutation et des guerres qui renvoient au passé. Ces guerres sont combattues avec des armes conventionnelles, dans le cadre de frontières étatiques, pour des raisons banales et des enjeux classiques qui, dans leur grande majorité, se confinent à des luttes de pouvoir ou des aspirations à l'autonomie. Seule, en fin de compte, l'omniprésence de l'idéologie islamiste radicale chez un nombre important de groupes armés actifs aurait marqué un changement par rapport aux décennies précédentes.

Les acteurs de ces guerres ont, eux aussi, des visages familiers : des régimes politiques qui souvent abusent de leur pouvoir, des groupes non étatiques animés par des revendications territoriales et/ou identitaires, à la recherche de légitimité et de moyens de combattre. Au milieu, le fameux « complexe militaro-industriel » comme on l'appelait naguère qui, selon la logique implacable du marché, se nourrit en toute logique de tous les conflits de la planète.

Pour autant, la stabilité géopolitique de l'espace monde, où le phénomène le plus important est l'émergence de nouvelles grandes (ou super) puissances, se maintient bon an mal an, aidé par le fait que la prédation territoriale qui a caractérisé l'histoire humaine jusqu'à un passé récent, n'est tout simplement plus dans l'air du temps¹⁵. Or, dans le domaine de la paix et de la guerre, la différence entre une prédation territoriale – celle-ci caractéristique de l'histoire des empires – et une prédation économique, caractéristique de l'ère capitaliste, est importante, la seconde n'entraînant pas nécessairement la violence organisée ou les conflits armés. Tout cela pour tenter de clarifier une situation géostratégique qui peut paraître confuse mais qui, par bien des aspects, ne l'est pas. Aujourd'hui, la mutation stratégique provoquée par le réaligement des grandes puissances s'accompagne d'une relative stabilité géopolitique, puisque la configuration de la carte politique du monde est restée quasiment inchangée

14 Des études récentes tendent à démontrer que la mondialisation aurait pour effet d'augmenter les taux de mortalité dans les conflits inter-ethniques, au contraire des autres types de conflits. Voir Susan Olzak, « Does Globalization Breed Ethnic Discontent? », dans *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 55, N° I, février 2011, pp. 3-32.

15 Du reste, le paradoxe de la politique internationale contemporaine réside dans l'inhabilité des grands pays à gérer les crises qui peuvent survenir ici ou là. Michael Howard résume ce dilemme : « Peoples who are not prepared to put their forces in harm's way fight at some disadvantage against those who are. Tomahawk cruise missile may command the air, but it is Kalashnikov sub-machine guns that still rule the ground. It is an imbalance that makes the enforcement of world affairs a rather problematic affair ». On soulignera que ce passage est tiré d'un ouvrage écrit avant les interventions en Afghanistan et en Irak. Michael Howard, *The Invention of Peace. Reflections on War and the International Order*, Yale University Press, New Haven, 2000, p. 102.

depuis la mort des empires coloniaux, dont le dernier à succomber fut l'Union soviétique¹⁶.

Néanmoins, à y regarder de plus près, les conflits du moment ont une caractéristique qui change en partie la donne en ce qu'ils opèrent dans un contexte où, pour diverses raisons, les cartes sont essentiellement brouillées et où tout ce qui faisait qu'une guerre était considérée comme une guerre, avec un début et une fin, sur un territoire défini, avec des acteurs connus et reconnus¹⁷. Tout cela est désormais remis en question, comme nous l'évoquions précédemment avec le débat sur les « nouvelles guerres ». La notion même de puissance, pourtant l'élément fondamental – et traditionnel – des rapports de forces, est aujourd'hui totalement renversé par les nouvelles dynamiques conflictuelles, sans parler des concepts de combattants et non-combattants ou même de légitimité d'emploi de la force¹⁸. Le fait que nombre de guerres tuent beaucoup plus de personnes par les effets indirects de la guerre – au Congo ou Soudan par exemple, avec un ratio de un à huit pour les morts survenues au combat ou hors combat – et c'est toute la dynamique du conflit, et de ce qui l'entoure, qui s'en trouve modifiée¹⁹.

Sur ce sujet essentiel, nous dit le général Jean-René Bachelet : « Le rapport de force n'est plus déterminant dans la conjonction de deux phénomènes : d'une part, une retenue relative des puissances occidentales dans l'usage de la force ; d'autre part, la posture désormais irrédentiste du « faible » avec un engagement massif des populations. Le « fort » est un Gulliver entravé et le « faible », s'il n'a pas les moyens d'une véritable victoire, peut indéfiniment prolonger les conflits²⁰ ». Dans ce contexte où les règles du jeu sont floues, voire inexistantes, où la hiérarchie des puissants et des faibles²¹ s'estompe alors même que

16 Plus que la reconfiguration territoriale, c'est le rôle de l'État qui change, celui-ci de plus en plus inadapté aux défis du moment mais qui garde un rôle central, à la fois parce qu'il détient seul la légitimité de l'emploi de la force et qu'il en exerce souvent le monopole, et aussi parce qu'aucune autre entité n'est pour l'instant véritablement montée au créneau. François Géré résume la problématique actuelle de l'État : « Traditionnellement garant d'un territoire défini, l'État est aujourd'hui pris entre l'enclume de la mondialisation et le marteau de la régionalisation. Ce phénomène remet en question certaines entités nationales plus d'autres. Organisateur de la sécurité intérieure, responsable de la défense extérieure, l'État constitue l'interface d'une communauté donnée en un moment de l'histoire avec les autres États, représentant d'autres communautés constituées d'intérêts agrégés. Or, ce principe fondateur des relations internationales est aujourd'hui remis en cause. Un peu rapidement, il est vrai, à la fois au nom de la mondialisation, de la micro-régionalisation et de l'émergence d'acteurs non étatiques tantôt bienfaisants, tantôt malfaisants. » François Géré, *La Société sans la guerre*, Desclée de Brouwer, Paris, 1998, p. 267.

17 Le thème de la privatisation de la guerre est à lui seul une grande source d'inquiétude. Voir Dina Rasor et Robert Baumann, *Betraying our Troops: The Destructive Results of Privatizing War*, Palgrave, New York, 2007.

18 Voir Michael Mann, *Power in the 21st Century*, University of California Press, Los Angeles, 2011.

19 Au Congo par exemple, sur deux millions et demi de victimes entre 1998 et 2001, 350 000 seraient mortes durant un affrontement armé. Ces chiffres sont évidemment sujets à caution. Voir Andreas Wenger et Simon J. A. Mason, « The Civilianisation of Armed Conflict: Trends and Implications », dans *International Review of the Red Cross*, décembre 2008, Vol. 90, N° 872, p. 836.

20 Jean-René Bachelet, *Maîtriser la violence guerrière dans un monde globalisé*, Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale (FNGM), Paris, 2009, p. 11.

21 Voir par exemple Ivan Arreguin-Toft, *How the Weak Win Wars: a Theory of Asymmetric Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005.

se creuse le fossé entre pays riches et pays pauvres, où les guerres s'éternisent²² sans que les conflits trouvent de résolution, où les grandes certitudes du passé sur la modernisation et la démocratisation s'affaissent, il est difficile de percevoir de quoi demain sera fait. Une chose est sûre cependant, si la dimension opérationnelle des conflits actuels nous est familière, leurs dimensions stratégiques et politiques sont autres. Et c'est en ce sens que les guerres du moment, qu'elles soient qualifiées de « nouvelles » ou de « post-modernes », peuvent être différentes de celles d'hier.

Après le Printemps arabe

C'est un fait, la dynamique géostratégique planétaire s'est métamorphosée de manière stupéfiante en l'espace de deux décennies, alors même que nous avons déjà célébré le vingtième anniversaire de l'effondrement de l'Union soviétique et, avec lui, la fin de la guerre froide. Comme pour marquer cet anniversaire, le monde arabe nous a gratifié en 2011 d'une surprise monumentale avec la chute spectaculaire de plusieurs régimes qu'on croyait sinon éternels, du moins durablement installés. Comme pour l'après-1991, la métamorphose politique du monde arabe engendrera très probablement des conflits internes susceptibles de nourrir une nouvelle génération de groupes armés aux revendications diverses, ne serait-ce que par les effets de l'inévitable jeu de la lutte pour le pouvoir. Les événements de 2012 semblent en tous les cas pousser dans ce sens.

Ces groupes en devenir seront-ils l'émanation des groupuscules djihadistes se réclamant d'Al-Qaïda, ou encore une variation des *War Lord Insurgents* qui avaient germé en Afrique de l'ouest, ou verra-t-on l'émergence d'entités d'un genre nouveau²³ ? Pour l'heure, il est trop tôt pour avancer des hypothèses sérieuses alors que la révolution n'en est qu'à ses débuts. Néanmoins, nous sommes déjà en position d'observer un phénomène pour le moins surprenant : l'impact négligeable des groupes djihadistes dans ces révolutions, eux qui puisaient la source de leur légitimité politique dans l'affirmation qu'ils étaient les seuls en mesure de renverser les gouvernements en place, ces derniers puisant la leur en s'auto-représentant comme l'unique rempart contre les djihadistes. Les événements nous poussent dans ce domaine à remettre en question leur capacité future à acquérir cette légitimité. En termes de vecteurs révolutionnaires, Twitter, Facebook et de manière générale les nouveaux modes de communication, auront eu plus d'impact en fin de compte qu'un mouvement dont beaucoup prédisaient il y a dix ans qu'il constituait la plus grosse menace du XXI^e siècle. Surtout, ils ont complètement annihilé la notion de frontière territoriale, les révolutions se propageant à grande vitesse d'un pays à

22 Voir Bruce Berkowitz, *The new Face of War: How War will be Fought in the 21st Century*, The Free Press, New York, 2003, p. 103.

23 Voir William McCants, « Al Qaeda's Challenge », dans *International Herald Tribune*, 23 août 2011.

un autre, sans même que la proximité géographique soit déterminante, et sans que les dirigeants puissent empêcher la propagation de l'information et des images.

Pour ce qui est de l'avenir de la zone, il convient de bien séparer l'issue à court terme du long terme. Dans l'immédiat, une refondation politique du monde arabe déboucherait obligatoirement sur une hétérogénéité des divers régimes politiques dont on sait qu'elle est généralement cause de tensions, voire de conflits, surtout interétatiques, avec possibilité d'ingérence et donc émergence de groupes armés susceptibles d'être soutenus par des États désireux de s'insérer dans les affaires internes du voisin. Par ailleurs, la crise libyenne et l'intervention de l'ONU, puis de l'OTAN, nous ont encore un peu plus rapprochés d'une rupture annoncée avec l'un des principes fondamentaux de l'ordre westphalien dont nous sommes encore aujourd'hui les héritiers et qui figure dans la Charte de l'ONU²⁴, celui du respect absolu de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires internes d'un pays. Paradoxe : ce principe établi au XVII^e siècle au nom du respect des droits de l'homme – dans le cadre des guerres de religions – est désormais remis en question au nom de ces mêmes droits de l'homme. Mais en l'absence de principes en béton pour gérer l'ingérence (ou l'intervention pour « protéger » – la « Responsabilité de protéger » évoquée par les Nations Unies) – pour raisons humanitaires et c'est une boîte de Pandore qui s'ouvre et qu'on ne pourra plus refermer, pour le meilleur et pour le pire²⁵.

Autrement, à plus long terme, on peut penser qu'une vague de démocratisation pourrait avoir un effet de tache d'huile avec, comme dénouement ultime, l'établissement d'une paix durable²⁶ sur l'ensemble de la région,

24 Dans l'article 2(7) : « Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte ; toutefois, ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII ».

25 Le principe de « Responsabilité de protéger », (« RTP » ou « R2P » en anglais) adopté par les Nations Unies en 2005 vise la protection des populations des atrocités massives. Selon le concept, « quand une population souffre gravement des conséquences d'une guerre civile, d'une insurrection, de la répression exercée par l'État ou de l'échec de ses politiques, et lorsque l'État en question n'est pas disposé ou apte à mettre un terme à ces souffrances ou à les éviter, la responsabilité internationale de protéger prend le pas sur le principe de non-intervention », voir Rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des états, « La Responsabilité de Protéger », International Development Research Centre, Ottawa, 2001, pp. XI, XII, disponible sur : <http://www.iciss.ca/pdf/Commission-Report.pdf> (dernière consultation le 1^{er} novembre 2011). Le R2P a été évoqué par le Conseil de sécurité le 22 février 2011 dans le cadre de la crise libyenne avec cette déclaration officielle à la presse : « Les membres du Conseil ont exhorté le Gouvernement libyen à s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe de protéger le peuple libyen. Ils ont appelé les autorités libyennes à faire preuve de retenue, à respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire et à donner aux observateurs internationaux des droits de l'homme et aux organisations humanitaires un accès immédiat au pays ». Voir « Déclaration à la presse du Conseil de sécurité sur la Libye », Doc. Nations Unies SC/10180, AFR/2120, 22 février 2011, disponible sur : <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2011/SC10180.doc.htm> (dernière consultation le 8 novembre 2011).

26 La question de la paix et de la démocratie est au cœur des débats sur l'essence de la science politique puisqu'il s'agit là d'un des rares phénomènes politiques considérés comme une « loi ». On lira notamment Miriam Fendius Elman, (éd.), *Paths to Peace, Is Democracy the Answer?*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1997 ; et surtout, Michael Doyle, *Ways of War and Peace*, Norton, New York, 1997.

y compris au Proche-Orient²⁷. Pour l'heure, nous n'en sommes pas encore là. Une chose est (presque) sûre cependant : dans cette zone, la problématique de la guerre et de la paix va considérablement évoluer au cours des prochaines années avec l'irruption possible, et même probable, de nouveaux conflits armés, y compris intra-étatiques, et une recrudescence d'activité de groupes armés non étatiques divers.

On constate aujourd'hui que le Hamas, dans la bande de Gaza, doit composer avec divers groupes radicaux, à l'image de ceux appartenant à la mouvance djihadiste-salafiste, qui lui contestent l'autorité, et la légitimité, et compliquent les négociations avec Israël en initiant des tirs sporadiques contre cette dernière, ainsi qu'au sud de la Jordanie. Dans le même registre, le pouvoir yéménite est confronté à plusieurs groupes armés qui lui contestent l'autorité de certaines régions. Ainsi, du plus connu de ces mouvements, Al-Qaïda pour la péninsule Arabique (AQPA), qui s'est implanté à l'est du Yémen, alors que l'armée doit affronter un autre groupe armé au nord, celui dirigé par Abdel-Malek Al-Houthi, d'inspiration chiite celui-là. Ce type de situation tend à s'inscrire dans la durée, sans que l'une ou l'autre partie ne parviennent à renverser ou éliminer l'adversaire. Il est plus que probable que le Yémen s'enlise dans ses guerres, sans issue pacifique à court et à moyen terme. Il convient d'ailleurs de faire une distinction importante entre ces deux entités, l'une (AQPA) s'inscrivant dans la mouvance des groupes djihadistes affichant des objectifs plus large à portée globale – qui comprennent la lutte contre l'Occident – alors que l'autre reste dans le cadre d'une guérilla classique cherchant à s'emparer du pouvoir politique. La contestation de l'ordre politique par le mouvement Houthi au nord, très bien implanté au sein de la population et jouissant d'une structure organisationnelle, contraste avec le vide sécuritaire relatif favorisant l'installation de l'AQPA au sud. Malgré tout, les impératifs politiques et stratégiques (économiques et logistiques aussi), et le caractère universaliste de l'idéologie djihadiste, contribuent chacun à obscurcir la frontière traditionnelle entre les groupuscules à vocation nationale et ceux dont les prétentions sont universelles. Cette distinction est valable ailleurs, notamment entre les organisations affiliées à Al-Qaïda et la plupart des autres. L'omniprésence à l'heure actuelle de l'idéologie islamiste radicale a eu pour effet de rendre la situation plus confuse encore qu'elle ne l'est en associant tous les groupes se revendiquant de cette idéologie, quels que soient leurs objectifs politiques, d'autant plus qu'ils emploient des techniques similaires, à commencer par celle du terrorisme.

27 Mais la problématique de la démocratisation et de la violence est complexe. On lira à ce sujet les conclusions tirées de l'expérience colombienne sur l'idée que tous les groupes devraient avoir accès au pouvoir pour que la démocratie soit complète. Mario Chacón, James A. Robinson & Ragnar Torvik, « When is Democracy an Equilibrium? Theory and Evidence from Columbia's La Violencia », dans *Journal of Conflict Resolution*, juin 2011, Vol. 55, N° 3, pp. 366-396.

Groupes armés : continuités et changements

À quelques exceptions près, comme celle des cartels mexicains, dont les buts sont essentiellement criminels, la grande majorité des groupes armés contemporains sont d'abord motivés par des objectifs à caractère politique. Le glissement de certains de ces groupes vers des activités criminelles est d'abord lié à une nécessité de financer leurs activités. Du reste, on voit que, dans le cas du Mexique, le conflit engendré par le développement exponentiel de la criminalité à grande échelle toucherait pour l'instant en majorité – 90 % selon les chiffres officiels du gouvernement mexicain répertoriés par les dirigeants²⁸ (et sujets à caution) – les personnes associées au crime organisé (les 10 % restants se partageant entre civils et membres des forces de l'ordre, toujours selon le gouvernement). Comme quoi, si cette tendance se confirme, les conflits actuels ne débouchent pas automatiquement sur la violence contre les populations civiles. Du reste, le niveau de violence provoquée par les cartels de la drogue a désormais atteint un degré tel qui permet de qualifier de guerre ce conflit d'un autre genre²⁹.

Si les révolutions géopolitiques ou géostratégiques accélèrent le processus des naissances et des morts des groupes armés non étatiques et trans-étatiques, elles ne peuvent empêcher des groupes résiduels de se maintenir en vie et en activité alors même que la raison d'être de leur première existence s'est évaporée avec les transformations. Aujourd'hui, une cartographie mondiale des groupes armés nous montre effectivement un mélange de groupes résiduels, à l'image des FARC colombiennes, combattant pour des causes d'un autre temps mais avec des moyens qui se sont adaptés à la conjoncture politique (et économique), et de mouvements ayant émergé avec les transformations récentes de l'échiquier géostratégique, comme par exemple en Asie centrale ou au Caucase. Dans le cadre du conflit au Proche-Orient, celui-ci dans sa septième décennie, les groupes armés palestiniens ont évolué avec le temps, notamment dans leur métamorphose idéologique, l'islamisme radical ayant largement remplacé les idéologies séculaires comme support intellectuel à des mouvements qui, pour certains, ont par ailleurs gagné en légitimité politique. Pour le reste, l'issue du conflit semble toujours aussi lointaine, même si l'évolution politique de la zone avec le Printemps arabe pourrait rapidement ouvrir de nouvelles perspectives, inespérées jusqu'à présent.

Hormis quelques cas, comme celui des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, celles-ci en lente perte de vitesse, la plupart des groupes armés qui

28 Notamment par le président Calderon qui dévoila publiquement ces chiffres au mois d'avril 2010.

29 Rappelons que, traditionnellement, la notion de guerre est juridique, celle de conflit principalement sociologique et donc moins précise. La première implique un certain niveau de violence, la seconde offre une palette plus large qui n'implique pas forcément de violence armée. Plus concrètement, on utilise aujourd'hui un baromètre subjectif, mais malgré tout utile, pour qualifier un conflit de guerre: un seuil de 1000 morts ou plus. En 2010, l'HIIC a pour la première fois caractérisé le conflit mexicain de guerre. Le conflit armé est aussi un terme juridique: voir par exemple Sylvain Vité, «Typology of armed conflicts in International Humanitarian Law: legal concepts and actual situations», dans *International Review of the Red Cross*, mars 2009, Vol. 91, N° 873, pp. 69-94.

s'inscrivaient dans la logique des guerres de libération nationale de l'époque coloniale ont logiquement périclité, leur cause décalée ne pouvant générer le soutien populaire, ou même économique, nécessaire à assurer leur succès politique. Aujourd'hui, à l'image de l'Uruguay où l'ex tupamaro Jose Mujica est devenu président de la république en 2010, les anciens guérilleros ayant accédé au pouvoir l'ont fait par l'intermédiaire des voies démocratiques. Par ailleurs, un certain nombre de groupuscules trop faibles pour mener une lutte armée et qui furent contraints d'employer exclusivement l'arme du terrorisme, ont été obligés de se rétracter par l'effet produit par les attentats à la fois spectaculaires et insoutenables organisés par Al-Qaïda entre 2001 et 2005, ceux-ci, par leur caractère odieux et disproportionné, réduisant de manière considérable la marge de manœuvre et la légitimité de mouvements comme l'ETA.

De fait, la cartographie des conflits à caractère insurrectionnel s'est déplacée sensiblement du continent américain vers l'Asie, avec une mutation idéologique qui privilégie depuis quelque temps l'islamisme radical par rapport aux divers courants marxistes, ces derniers étant peut-être en passe de refaire un retour en force. L'émergence de l'Armée du Peuple Paraguayen au nord du Paraguay, celle-ci s'inscrivant dans la lignée des FARC avec sa volonté de s'ériger en guérilla et sa pratique des enlèvements, signale peut-être une renaissance de ce type de mouvements, dans une région avec une longue histoire de guerres insurrectionnelles et un terrain propice à ce type de violence armée.

L'année 2011 marquera peut-être une nouvelle étape dans l'histoire des conflits, la mort d'Oussama Ben Laden survenue au printemps clôturant de manière symbolique une période de dix années bercée par une menace terroriste, dont l'absence d'effets politiques fut inversement proportionnelle à l'omniprésence angoissante dans les esprits et les médias, que nourrit une série impressionnante d'attentats, principalement dans les pays musulmans. On peut espérer que la disparition du leader historique d'Al-Qaïda permettra du même coup de lever le voile sur d'autres conflits infiniment plus meurtriers, mais largement oubliés par la faute d'une couverture médiatique insuffisante. Comme pour la santé économique des nations, l'intérêt que peut porter la communauté internationale à certains conflits touchant des zones à la périphérie des intérêts géostratégiques est foncièrement inégalitaire, les pays dits du « Sud », en particulier sur le continent africain, n'étant pas logés à la même enseigne que les régions « stratégiques » affectant les intérêts politiques et économiques des pays dits du « Nord », catégorie qui devrait d'ailleurs aussi inclure les pays émergents³⁰. En ce sens, l'ONU contribue elle aussi d'une certaine façon à ces traitements inégalitaires, étant beaucoup plus résolue et prompte à intervenir contre un Kadhafi qu'un Mugabe, par exemple³¹.

30 Mais il est évident aussi que l'ingérence extérieure, même avec la meilleure volonté, ne se traduit pas nécessairement par des résultats positifs. Voir David E. Cunningham, « Blocking Resolution: How External States can Prolong Civil Wars », dans *Journal of Peace Research*, mars 2010, Vol. 47, N° 2, pp. 115-127.

31 On relira avec étonnement l'ouvrage que l'économiste Thorstein Veblen avait consacré à la paix il y a près d'un siècle (1917), où l'on constate que la problématique de la guerre et de la paix, en particulier sur le sujet des « intérêts nationaux », n'a pas forcément évolué. Le passage suivant est éloquent : « *Hitherto*

La cartographie 2011 des conflits armés intra-étatiques reste donc en grande majorité confinée à quelques zones d'Asie et d'Afrique. Quels sont les phénomènes marquants du moment³²? D'abord, l'élargissement de vastes zones imperméables aux conflits sérieux, comme l'Europe ou, à quelques exceptions près, l'ensemble du continent américain, nord et sud³³. Ensuite, la circonscription des conflits intra-étatiques à leurs zones originelles, y compris dans le cadre de conflits prolongés, comme dans la région des Grands Lacs. Globalement, les conflits internes n'appellent pas l'intervention de pays rivaux soucieux d'exploiter la situation, comme ce fut fréquemment le cas durant d'autres périodes de l'histoire. Certes, les puissances régionales, à l'image de la Russie et de la Chine, sont réactives dès lors qu'il s'agit d'intervenir dans leurs prés carrés, mais l'asymétrie des rapports de force conduit dans ces cas-là à une résolution généralement rapide, et brutale, des contentieux locaux, avec tous les ressentiments à long terme que ce type d'approche peut engendrer.

Les pourtours de l'ex-Union soviétique

Dans le cas de la Russie, nombre de conflits se sont déclarés dans le pourtour sud de l'ex-Union soviétique, en particulier dans ces régions déconstruites et (mal) reconstruites par Staline, où les enjeux stratégiques sont aujourd'hui, pour diverses raisons, élevés. Il en est ainsi de l'Asie centrale, du moins certaines zones, et du Caucase Nord et Sud, trois régions qui, du reste, furent traditionnellement convoitées par les uns et les autres, depuis les Mongols et les Timourides, en passant par les Britanniques et la Russie tsariste. Contrairement aux ex-républiques soviétiques et autres satellites d'Europe, les pays d'Asie centrale furent, la plupart jusqu'à aujourd'hui, soumis à la main tyrannique d'anciens apparatchiks. Ces derniers n'ont fait que reculer l'échéance d'une rupture politique inévitable qui, avec le temps, a exacerbé des tensions de plus en plus vives qu'on voit régulièrement monter à la surface. Ce sont ces tensions débouchant sur des actes d'une grande violence qui font régulièrement l'actualité, avec l'irruption de conflits interethniques traduisant d'abord ce qui reste fondamentalement un grand malaise politique (et économique).

the movement toward peace has not gone beyond this conception of it, as a collusive safeguarding of national discrepancies by force of arms. Such a peace is necessarily precarious, partly because armed force is useful for breaking the peace, partly because the national discrepancies, by which these current peace-makers set such store, are a constant source of embroilment. But what they actually seemed concerned about is their preservation. A peace by collusive neglect of those remnants of feudalistic make-believe that still serve to divide the pacific nations has hitherto not seriously come under advisement». Thorstein Veblen, *The Nature of Peace*, Transaction Publishers, London, 1998, p. 302.

- 32 Lotta Themnér et Peter Wallensteen ont dressé en 2011 un inventaire des conflits armés depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon leur recensement, l'année 2010 marque une baisse sensible du nombre de « conflits actifs », nombre qui se retrouve au niveau le plus bas depuis 2003. Lotta Themnér & Peter Wallensteen, « Armed Conflict 1946-2010 », dans *Journal of Peace Research*, juillet 2011, Vol. 48, N° 4, pp. 525-536.
- 33 Sur l'évolution de la violence sur le long terme, voir l'étude récente de Steven Pinker, dans laquelle il évoque la « Nouvelle Paix » du monde de l'après guerre froide, *The Better Angels of our Nature: The Decline of Violence in History and its Causes*, Allen Lane, London, 2011.

Du reste certains pays, comme le Kazakhstan, montrent la voie de la modernisation tout en redéfinissant les rapports de forces régionaux qui, en toute logique, privilégient les plus forts au détriment des plus faibles ou des plus rétrogrades, avec tout le ressentiment populaire que la nouvelle donne peut engendrer. En Asie centrale comme au Caucase, zone sous tension permanente aux marches de l'Europe, les conflits internes se mêlent aux luttes de pouvoir, aux rivalités interétatiques et aux enjeux stratégiques régionaux avec, à tout moment, la possibilité d'une explosion de violence.

C'est le cas pour le Caucase du Nord, avec ses six républiques, ses dizaines de groupes ethniques et une longue histoire de résistance. En 2010, c'est au Daghestan que la violence fut la plus meurtrière, avec 378 morts, dont 78 civils. Le mouvement le plus important du pays, *Shariat Jamaat*, n'est pas seul puisque cinq autres groupes y sont également actifs. Le fait que la Kabardino-Balkarie figure dorénavant au second rang des violences politiques, alors qu'elle semblait il y a peu échapper à celles-ci, tend à démontrer que la situation est loin d'être résolue dans cette région où le mode opératoire des groupes insurrectionnels tend à se limiter aux attentats terroristes, faute de pouvoir constituer une force capable de mener la guérilla. Les groupes armés du Nord-Caucase, qui adhèrent à l'idéologie djihadiste, demeurent néanmoins dans leurs fondements et leurs objectifs des mouvements indépendantistes qui n'ont que peu de rapport avec l'universalisme des mouvements al-qaidiens, mais qui ont l'avantage de disposer d'une meilleure base populaire chez eux. C'est en invoquant la menace du terrorisme transnational que le pouvoir russe a pu, dans les années 2000, mener une campagne sans concession en Tchétchénie sans que la communauté internationale ne s'en émeuve plus que cela. Mais qu'en sera-t-il dans l'avenir ? Comme pour toutes les guerres de libération nationale, les groupes indépendantistes n'ont d'issue que dans la perte de volonté politique de l'adversaire, qui pourrait se déclencher par le truchement d'un rejet populaire de la population russe pour un tel investissement politique et militaire dans les six républiques du Nord-Caucase. Nous n'en sommes pas encore là.

Menaces et revendications

Ce qui amène à un autre constat. Le djihadisme inspiré d'Al-Qaïda, qui devait selon certains bousculer l'ordre international en provoquant des conflits ici et là, n'a en fait cessé d'essaïmer mais sans changer le *statu quo* géopolitique. Jamais et nul part, les partisans se réclamant d'Al-Qaïda n'ont réussi à générer un mouvement de masse, ni de se doter des moyens de mener une lutte armée d'une certaine envergure, y compris localement. L'avenir dira si les deux mouvements les plus en vue du moment, au Yémen et dans la région du Sahel, parviendront à ce stade supérieur. Aujourd'hui cependant, rien ne porte à croire que tel sera le cas dans un avenir à court ou moyen terme. Seuls, finalement, les errements de George W. Bush ont un moment pu bercer d'illusions ces mouvances radi-

cales et nous sommes très loin, en fin de compte, du « choc de civilisations » annoncé³⁴, ce malgré les nombreux attentats qu'on peut déplorer ici et là.

L'émergence ou réémergence de la religion dans la dynamique conflictuelle, et qu'on peut retracer à l'année 1979, qui voit la Révolution iranienne et le début de la contre-insurrection des moudjahidines contre l'URSS en Afghanistan, est-elle aujourd'hui encore un moteur de conflits intra-étatiques³⁵ ? C'est une certitude, nombre de conflits, du Yémen à la Somalie, du Caucase au Proche-Orient, de l'Indonésie au Sahel, sont provoqués par des groupes armés dont les revendications ont un caractère en partie religieux. Pour autant, peut-on qualifier ces conflits de « religieux » ? Pour beaucoup de ces mouvements, la religion joue un rôle qui n'est pas très différent de celui que tint durant une grande partie du XX^e siècle l'idéologie marxiste-léniniste. Comme cette dernière, l'islamisme radical, qu'il soit chiite ou sunnite, a (souvent) vocation universelle et donc, théoriquement, s'inscrit dans des luttes qui transcendent les frontières territoriales. Dans les faits, les groupes armés djihadistes ont pour la plupart des objectifs politiques qui se limitent à une prise de pouvoir dans un espace étatique classique ou dans une zone plus ou moins délimitée culturellement ou géographiquement. Il n'est pas étonnant que l'islamisme combattant ait une emprise bien supérieure dans les pays où l'État est soit faible, et même failli, soit en mal de légitimité (Somalie et Yémen). En plus de son caractère mobilisateur, l'idéologie radicale, qu'elle soit religieuse ou laïque, offre une épaisseur morale et une force organisationnelle extrêmement utile pour les groupes insurrectionnels. Néanmoins, ce radicalisme n'a pas vraiment engendré le soutien populaire que nécessitent impérativement les groupes insurrectionnels qui cherchent à renverser un pouvoir en place. Si la religion est présente dans nombre de conflits, elle n'est que rarement, à elle seule, une réelle source de conflit. Là encore, nous sommes loin des guerres de religions annoncées.

La menace à l'environnement a été l'autre grand sujet de nos angoisses existentielles de ce début de XXI^e siècle. Celle-ci devait provoquer des conflits d'un ordre nouveau, dus aux déplacements de populations, par exemple, à la compétition pour des ressources devenues rares, ou encore aux inévitables « guerres de l'eau³⁶ ». Certes, la menace à l'environnement existe bel et bien et nos connaissances actuelles semblent indiquer que cette menace est encore plus sérieuse qu'on pouvait le penser il y a dix ou vingt ans. Dans le même temps, rien n'indique en substance que les conséquences de la dégradation à l'environnement soient une cause effective de conflits. Tout au moins de conflits susceptibles de dégénérer en conflits armés sérieux. Mais, là encore, les choses peuvent évoluer rapidement.

34 Par Samuel Huntington: *The Clash of Civilizations, and the Remaking of World Order*, Touchstone, New York, 1997.

35 Voir en particulier Gilles Kepel, *La Revanche de Dieu. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Seuil, Paris, 1991. Kepel évoque notamment les « religions du désarroi ».

36 L'eau, potentiellement une source de conflit, peut aussi s'avérer une opportunité de résolution de conflit. Voir par exemple Mara Tignino, « L'eau et son rôle dans la paix et la sécurité internationales », dans *International Review of the Red Cross*, Sélection française 2010, Vol. 92, pp. 361-392.

Les guerres passionnelles

Cependant, on peut observer ici et là des conflits marqués par des tensions entre peuples qui, pour des raisons diverses, entretiennent des relations d'animosité souvent nourries de ressentiments nés d'une histoire conflictuelle plus ou moins lointaine, ce qu'on désigne sous le vocable de conflits inter-ethniques. Dans ces cas où la dimension émotionnelle et passionnelle est élevée, on observe là les seuls conflits où la rationalité politique est parfois dépassée par la haine et la rancœur, elles-mêmes souvent instrumentalisées à des fins politiques par les pouvoirs en place qui, par ailleurs, contrôlent rarement la situation. La fin de la guerre froide et le dégel géostratégique qui l'a accompagnée ont provoqué un certain nombre de ces conflits ou empêché qu'ils ne dégénèrent dans un bain de sang. Les années 1990 et 2000 ont été le théâtre de ces guerres sanguinaires et sanglantes, avec des millions de morts à la clef, en Europe dans l'ex-Yougoslavie et en Afrique.

Nombre de ces conflits, notamment de par leur caractère extrême et, pour l'ex-Yougoslavie, de leur proximité avec l'Europe occidentale, ont entraîné des efforts particuliers de la part de la communauté internationale et, de ce fait, sont aujourd'hui terminés, en voie de résolution ou, dans le cas du brasier des Grands Lacs, en phase régressive. Dans ce dernier cas, la réserve reste de mise, la zone restant truffée de groupes armés, souvent rivaux, opposés aux pouvoirs centraux, notamment en RDC, et capables d'exactions sur les populations civiles et qui, par leur seule présence, constituent un obstacle considérable au relèvement de la société et de l'économie. D'un point de vue statistique, seul le Soudan a vu une recrudescence de la violence en 2010, à un niveau qui place ce pays aux côtés de la Somalie comme l'un des deux pays les plus violents du continent africain. Dans son classement 2010 des conflits, l'*Heidelberg Institut für Internationale Konfliktforschung* place d'ailleurs la Somalie et le Soudan dans le cercle fermé des pays en guerre, avec l'Afghanistan, l'Irak, le Pakistan et, plus surprenant, le Mexique, où la guerre des cartels aurait fait plus de 10 000 morts en 2010³⁷.

Ce sont ces guerres passionnelles qui ont provoqué directement et indirectement un nombre de victimes civiles exorbitant et des désastres humanitaires d'une ampleur inconnue depuis la Seconde Guerre mondiale³⁸. Comme dans le cadre des États faillis, comme dans celui des anciennes républiques soviétiques, les conflits africains – Rwanda, Soudan, Libéria ou Congo, pour ne citer que ceux-là – furent d'abord le fait d'une gouvernance politique incompétente (et corrompue), tyrannique, voire perverse, souvent les trois à la fois,

37 HIIK, *op. cit.*, note 13.

38 L'étude des relations internationales s'est inscrite dans la tradition des Lumières du XVIII^e siècle avec, d'une part, une vision kantienne mue par un idéal et, d'autre part, une vision réaliste inspirée de la pensée britannique de Hobbes, Hume et Locke. Le résultat donne une dichotomie fondamentale entre deux traditions qui néanmoins sont le fruit d'une approche rationnelle des rapports entre entités étatiques. Ce n'est que récemment que l'on s'est penché sur les aspects passionnels et irrationnels de la politique internationale dont, du reste, Jean-Jacques Rousseau avait par son génie intuitif commencé à percevoir les dangers. On lira à ce sujet le brillant essai de Dominique Moisi, *The Geopolitics of Emotion. How Cultures of Fear, Humiliation, and Hope are Reshaping the World*, Anchor, New York, 2010.

combinant une faiblesse étatique avec une violence politique et policière³⁹. Au regard de la carte politique mondiale, si la démocratie a progressé sensiblement sur les dernières décennies, du moins jusque vers 2005, et avec elle la « bonne gouvernance » – et même si le lien de cause à effet entre les deux n'est pas garanti – nombre de pays dans le monde sont mal gouvernés, avec à terme des régimes politiques condamnés entraînant des risques de crises internes et l'émergence de factions armées se disputant le pouvoir ou un territoire. Plus troublant, les chiffres des cinq dernières années commencent à inquiéter avec, selon les enquêtes de *Freedom House*, un déclin des libertés globales qui semble s'accroître chaque année et qu'accompagne un recul des institutions et mécanismes démocratiques dans le monde⁴⁰.

Néanmoins, et en attente de voir comment le « Printemps arabe » va évoluer, on ne voit pas se dessiner de crise de type Soudan ou Congo dans un avenir proche. Malgré tout, il convient de rester vigilant et une crise sérieuse pourrait vite se propager à partir de petits foyers à moitié éteints, comme par exemple au Nigeria, où des tensions inter-ethniques (et religieuses) vives naviguent juste au-dessous de la surface, ou encore en Asie centrale, en particulier au Kirghizstan et Ouzbékistan, où la porosité des frontières politiques se joue des frontières ethniques entre Kirghizes et Ouzbeks, le tout sur fond de manipulations politiques⁴¹.

L'impuissance face à la guerre

De manière surprenante, surtout au regard des transformations profondes qui ont bouleversé notre monde et nos sociétés depuis vingt ans avec, notamment, un réagencement géopolitique qui a mis un terme à une hégémonie de l'Occident qui perdurait depuis plusieurs siècles, le bilan géostratégique des conflits et des acteurs de ces conflits, malgré le phénomène des « nouvelles guerres », s'avère malgré tout en retrait par rapport à l'ampleur et la portée des mutations du moment. Car, comparé aux périodes précédentes, périodes qui n'avaient su gérer leurs propres mutations justement, à commencer par celles de la première moitié du XX^e siècle, notre époque est sans conteste d'une bellicosité de beaucoup inférieure, à la fois dans les tempéraments, les propos et les faits. Mais deux choses nous choquent fondamentalement. La première est la résilience de la guerre, qui prend parfois sa forme la plus barbare, alors que l'on s'était juré après 1945 de tout mettre en œuvre pour l'éradiquer, ou pour le moins de

39 On distinguera dans les guerres civiles la notion de guerre « indirecte », c'est-à-dire où la violence est perpétrée exclusivement par un groupe armé, et la guerre « directe », où les civils sont en collision avec un groupe armé. Voir Laia Balcels, « Continuation or Politics by Two Means: Direct and Indirect Violence in Civil War », dans *Journal of Conflict Resolution*, juin 2011, Vol. 55, N° 3, pp. 397-422.

40 Il s'agit du déclin le plus durable depuis quarante ans. *Freedom in the World 2011*, Freedom House, Washington, D.C., 2011.

41 Les probabilités qu'une guerre civile se déclenche semblent plus élevées si un conflit a déjà eu lieu dans les deux années précédentes. Voir Michael Bleaney et Arcangelo Dimico, « How Different are the Correlates of Onset and Continuation of Civil Wars? », dans *Journal of Peace Research*, mars 2011, Vol. 48, N° 2, pp. 145-155.

la tempérer et de la contrôler. La seconde observation qui nous interpelle est l'inégalité face à la guerre, avec des zones protégées et d'autres d'une grande vulnérabilité, sans que les pays privilégiés puissent réellement aider les plus vulnérables à se protéger de ce fléau. C'est aussi cette impuissance qui heurte notre conscience, celle-ci nourrie malgré tout par l'esprit des Lumières et sa double entrée de la raison et du progrès.

Si l'on peut se féliciter que ces « nouvelles guerres » n'ont pas (encore) véritablement bouleversé l'ordre des choses, il est décourageant de constater que nombre de conflits d'un autre âge n'ont toujours pas trouvé de résolution et de voir que le commerce international des armes, y compris des armes légères, est plus florissant que jamais. Le monde, en 2011, est armé et les indicateurs laissent à penser que la tendance risque fort de ne pas s'inverser dans les prochaines années : selon les derniers chiffres du SIPRI, le volume du transfert global d'armements (armes conventionnelles) a augmenté de 24 % durant la période 2006-2010 par rapport à 2001-2005⁴².

On voit donc que cette année 2011 constitue peut-être une date charnière, puisqu'elle voit la fin d'une décennie marquée par une double menace à la fois pesante et virtuelle – le terrorisme transnational et la prolifération nucléaire – qui n'a finalement débouché sur rien de concret, ni engendré l'émergence de groupes armés susceptibles de menacer le *statu quo* géopolitique. Seules les deux guerres provoquées – mais par choix politique et non par nécessité stratégique – par la menace terroriste, celle d'Irak et d'Afghanistan, pourraient à terme offrir un scénario tel qu'on l'avait vécu après le retrait de l'URSS de ce même Afghanistan, avec le déploiement de moudjahidines dans divers pays. Pour l'heure, rien n'est encore écrit dans ce domaine et rien n'indique que cette histoire est condamnée à se répéter.

On peut donc observer qu'en marge des nouvelles guerres, nombre de conflits intra-étatiques d'aujourd'hui, et avec eux les groupes armés non étatiques qui y participent, sont l'héritage de vieux conflits non résolus ou mal résolus qui s'étalent sur plusieurs décennies et qui perdurent bon an mal an parce que des circonstances particulières le permettent là où, ailleurs, de semblables conflits sont depuis longtemps terminés. Du reste, l'exemple du Sri Lanka, avec la défaite des Tigres Tamouls, a montré récemment qu'un gouvernement prêt à tout, y compris à un bain de sang, est susceptible d'en finir avec une guérilla, même lorsque celle-ci est tenace et bien organisée. Or, un pays démocratique comme la Colombie, sans parler de l'Espagne, ne pourrait en aucune façon employer de telles méthodes, quels que soient les enjeux. Il n'en reste pas moins que la prudence reste de rigueur dans nos jugements car, bien souvent, les nouveaux conflits naissent sur les décombres d'anciens conflits mal résolus qui, avec l'apport de nouveaux éléments, peuvent exploser de manière brutale et sans prévenir, parfois sur une échelle décuplée.

42 Voir Paul Holtom, Lucie Béraud-Sudreau, Mark Bromley, Pieter D. Wezeman et Siemon T. Wezeman, *Trends in International Arms Transfers, 2010*, Stockholm, SIPRI Fact Sheet, mars 2011, disponible sur : <http://books.sipri.org/files/FS/SIPRIFS1103a.pdf> (dernière consultation le 11 novembre 2011).

Après la fin de l'âge d'or des guérillas marxistes-léninistes, sommes-nous en train d'assister à la fin d'une autre époque, celle du « terrorisme transnational » qui, soit dit en passant, aura marqué une régression opérationnelle par rapport aux guérillas traditionnelles ? C'est possible, sachant que, comme chaque époque – celle de l'indépendance post-1945 ayant elle-même accouché de conflits (1948) qui perdurent (Proche-Orient ou Inde-Pakistan) – celle des années 2000 a engendré son lot de groupuscules djihadistes plus ou moins bien armés qui, à l'instar d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, survivront avec difficulté mais peut-être longtemps comme force de nuisance locale ou régionale, sans toutefois réellement peser sur les événements politiques de leurs théâtres d'opérations. Mais l'émergence récente de groupes armés maoïstes ou autres, comme en Inde ou au Paraguay, pourrait ré-inverser la tendance une nouvelle fois vers les idéologies d'inspiration marxiste.

Dans un tout autre registre, la guerre du Congo a créé un environnement propice à l'anarchie dans certaines zones du pays⁴³, avec la mainmise de groupes armés aussi dangereux qu'incontrôlables et dont on voit mal comment ils pourraient rapidement désarmer et réintégrer leurs membres dans une société qui reste complètement éclatée. C'est là le type de conflit qui pourrait surgir ailleurs de manière inopinée et surprenante et celui que l'on est le moins à même de prévenir, de contrôler et de résoudre rapidement à l'heure actuelle, les mécanismes internationaux de règlements de conflits, qu'ils soient officieux (les intérêts des grandes puissances) ou officiels, comme l'ONU et les autres organismes de sécurité collective régionaux, n'ayant pas sensiblement évolué aux cours des quinze dernières années, si ce n'est plus. La quantité d'armes circulant actuellement sur le marché, multipliée par l'activité en hausse d'organisations criminelles transnationales, contribuerait encore une fois à alimenter les factions rivales qui pourraient émerger dans une guerre de ce type où, en toute logique, le degré de violence et de destructions en tous genres, y compris parmi les populations civiles, serait inévitablement très élevé. L'exemple des révolutions de 2011 nous incite à la plus grande prudence et à une certaine modestie, dès lors qu'il s'agit de déterminer les zones où pourraient éclater de tels conflits dans l'avenir. Or, à trop vouloir se fixer sur des menaces visibles bien que pratiquement virtuelles, comme celles liées à la prolifération nucléaire, on en oublie d'étudier de plus près les dangers invisibles qui nous guettent insidieusement, prêts à exploser sans qu'on y soit d'aucune façon préparé. Dans le Zaïre déclinant de la fin de règne de Mobutu Sese Seko, une certitude était partagée par tous, au sein des populations et dans les ambassades : que la période post-Mobutu risquait fort d'être trouble et même violente, comme l'avait été la période qui avait suivi l'indépendance mal négociée de 1960. Pour autant, les seules mesures adoptées à Washington, Paris ou ailleurs furent de retarder le plus possible l'inévitable échéance, avec pour conséquence la catastrophe

43 René Lemarchand insiste avec raison sur l'interdépendance régionale et ses effets sur la violence de la zone des Grands Lacs. Voir René Lemarchand, *The Dynamics of Violence in Central Africa*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2009.

humanitaire que l'on sait : comme le soulignait avec un certain cynisme le grand théologien Reinhold Niebuhr : « Peut-être que la caractéristique morale la plus significative d'une nation est son hypocrisie...⁴⁴ ».

Il semble moins probable de voir se multiplier le type d'anarchie qui règne dans certaines zones de la Corne de l'Afrique et qui offre un spectacle pour le moins surprenant avec l'irruption depuis quelques années d'un fléau qu'on croyait disparu, celui de la piraterie à grande échelle, qui s'est installée dans un espace où la navigation commerciale (et de plaisance) est périlleuse, sinon dangereuse⁴⁵. Néanmoins, les derniers chiffres indiquent que le nombre d'attaques est en baisse, une tendance à confirmer, et qui concerne surtout les attaques de pirates somaliens.⁴⁶

Quoi qu'il en soit, il s'agit là d'un des rares cas où l'instabilité interne d'un pays, la Somalie, a des répercussions qui transcendent les frontières d'un État ou groupe d'États. L'incapacité du pouvoir à consolider son emprise sur le pays n'a d'égale que l'incapacité des groupes armés islamistes à déloger un régime aux abois. Ici comme ailleurs, la rivalité entre groupes armés – dans ce cas, milices Al-Shabab et Hizbul Islam – contribue à diluer les centres de pouvoir tout en nourrissant les foyers de violence. Rappelons qu'en Somalie, ces mouvements s'en sont pris non seulement au pouvoir central (le Gouvernement fédéral de transition), mais aussi aux forces de l'Union Africaine, alors qu'ils font aussi des incursions à l'étranger, notamment en Ouganda, où le groupe Al-Shabab avait revendiqué un attentat terroriste en 2010. Le développement de la piraterie est encouragé par les milices qui voient là un moyen d'acheminer des armes, et des renforts humains, de l'extérieur. Les déplacements de populations causés par la guerre et la difficulté à acheminer de l'aide depuis l'extérieur contribuent à approfondir la crise humanitaire qui touche logiquement le pays.

Le cas de la Somalie ne doit pas masquer cependant le fait que la longue liste des groupes armés répertoriés dans le monde est composée en très grande partie de groupuscules anémiques ou quasiment inexistantes, dont le poids politique est insignifiant et la capacité de nuisance faible. Certains, comme le Sentier Lumineux au Pérou, existent toujours mais ont depuis longtemps perdu leurs capacités opérationnelles et, avec elles, leur influence. Contrairement à ce que pourrait dicter le bon sens, l'absence ou la disparition d'une quelconque chance de réaliser les objectifs souhaités ou affichés n'a pas pour conséquence d'inciter les groupuscules armés à déposer les armes. D'où le fait que certains groupuscules survivent ainsi, parfois de longues années, sans direction et sans moyens, presque par habitude, pour terminer sans gloire comme une simple interface sur l'Internet. L'usage de l'arme terroriste, qui s'est amplifié au cours

44 Reinhold Niebuhr, « Perhaps the most significant moral characteristic of a nation is its hypocrisy », dans *Moral Man and Immoral Society*, Scribner, New York, 1932, p. 95.

45 Pour une remise en perspective de la menace globale de la piraterie en Somalie, on s'intéressera à l'article de J. Peter Pham, « Putting Somali Piracy in Context », dans *Journal or Contemporary African Studies*, juillet 2010, Vol. 28, N° 3, pp. 325-341.

46 Les chiffres de l'IMB sont tenus à jour, disponibles sur : <http://www.icc-ccs.org/piracy-reporting-centre/piracynewsfigures> (dernière consultation le 11 novembre 2011).

de la dernière décennie, n'est pas dû tant au fait que de nombreux mouvements sont incapables de s'attaquer directement ou indirectement aux forces armées régulières, mais plutôt parce que ce moyen, en particulier chez les mouvements djihadistes, est dans l'air du temps depuis le retentissement mondial qu'ont obtenu les attentats du 11 septembre 2001. Le renouveau possible des mouvements d'inspiration marxiste, dont le terrain est plutôt rural, pourrait dans l'avenir provoquer le retour des tactiques de guérilla classiques plus conformes à l'approche et à l'historique de ces mouvements.

Le nouvel âge des minorités

Si l'époque de la guerre froide avait été le théâtre de conflits intra-étatiques dans des pays surtout de seconde importance (géopolitiquement s'entend), ce sont aujourd'hui les pays-continentaux « émergents » (ou plus exactement « ré-émergents »), autrement dit les nouvelles grandes puissances de demain, qui sont davantage confrontés aux guerres internes, en majorité dans des zones revendiquant leur autonomie ou leur indépendance, par le fait de minorités parfois opprimées politiquement ou écrasées démographiquement. C'est bien entendu le cas de la Chine et de l'Inde. Ces deux pays ont chacun un passé historique long et complexe, un poids culturel important et des régimes qui vont de l'autocratie libérale à la démocratie. L'« Empire éclaté » dont Hélène Carrère d'Encausse⁴⁷ avait très tôt perçu les potentialités conflictuelles en Union soviétique trouve son équivalent aussi en Chine, notamment au Tibet et au Sinkiang où, malgré une violence sporadique, l'autorité centrale semble pour l'instant maîtriser plus ou moins les événements.

L'Inde, depuis son indépendance, est confrontée à ce type de violence mais la diversité ethnique et la complexité politique qui caractérisent le pays, sans compter ses particularités géographiques, ont produit une situation beaucoup plus compliquée que chez le voisin chinois⁴⁸. Pour l'heure, rien n'indique que les divers mouvements insurrectionnels plus ou moins importants, mais qui se chiffrent par dizaines, qui contestent l'autorité du pouvoir dans plusieurs régions du pays, du Cachemire à la frontière du Bangladesh, sont prêts à rendre les armes, au contraire. Rien n'indique non plus que le pouvoir central ne lâche beaucoup de lest.

Contrairement à la tendance du moment qui voit la prolifération de groupes islamistes combattants particulièrement actifs en zones urbaines, le mouvement insurrectionnel le plus dangereux en Inde actuellement est d'inspiration maoïste. Actif dans 90 districts sur les 636 que compte le pays, le mouvement naxaliste (du nom d'un village qui fut le théâtre d'une révolte pay-

47 Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire Éclaté*, Flammarion, Paris, 1978.

48 On insistera sur la profonde différence entre les deux cultures politiques, notamment sur le caractère centralisé, laïc et dénué de contre-pouvoirs en Chine à la différence de l'Inde. Voir l'analyse comparative sur l'évolution de ces sociétés de Francis Fukuyama, *The Origins of Political Order: From Prehuman Times to the French Revolution*, Farrar, Straus and Giroux, New York, 2011.

sanne, Naxalbari) est fort de 15 000 à 20 000 combattants avec autant d'armes et s'appuie sur une base de sympathisants non négligeable sur un espace principalement rural au centre/nord-est du pays⁴⁹. Si, en 2009, le conflit entre forces de l'ordre et Naxalistes était tout juste en dessous du seuil fatidique des 1000 victimes, il l'a dépassé en 2010 avec près de 1200 morts répertoriés. Basés dans deux États, le Jharkhand et le Chhattisgarh, les Naxalistes parviennent avec succès à étendre leurs bases d'opérations vers d'autres zones. Dans les années à venir, ce mouvement dont l'essor est tout récent – même si ses origines remontent aux années 1960 – risque fort de poser de gros problèmes aux gouvernements indiens, d'autant que les dirigeants du mouvement, qui appliquent à la lettre les principes de Mao sur la guérilla, s'inscrivent dans le cadre d'une guerre prolongée qui prend appui sur les masses paysannes mécontentes. La gravité de la situation n'a pas échappé au gouvernement indien, qui s'est doté récemment d'une force spéciale chargée de renverser l'équilibre en faveur de l'État. Celle-ci aura fort à faire mais elle pourra toujours s'inspirer de l'expérience britannique, que consigna C. E. Callwell il y a plus d'un siècle dans son traité sur les « petites guerres⁵⁰ ». Le caractère particulier de ces guerres, où les deux camps opposés se disputent le soutien des populations rurales, a souvent pour effet de placer les civils au cœur des combats, avec les conséquences qu'on peut imaginer en terme de catastrophes humanitaires⁵¹. Pour éviter certains pièges, le gouvernement indien serait bien inspiré d'examiner de près l'histoire de la Colombie de ces quarante dernières années.

Un autre grand pays de la zone, l'Indonésie, s'est engagé activement depuis une dizaine d'années dans la lutte anti-insurrectionnelle, suite aux attentats de Bali en 2002 qui avaient fait plus de 200 morts et autant de blessés. Malgré ses efforts, le gouvernement indonésien n'a pu empêcher l'émergence récente d'un nouveau mouvement rebelle djihadiste, « *Lintas Tanzim* »⁵². Ce conflit vient s'ajouter à celui, beaucoup plus ancien puisqu'il date de 1949, qui oppose le gouvernement au Mouvement de Libération de la Papouasie. Mais c'est au Pakistan que la situation est de loin la plus volatile, non seulement du point de vue régional mais aussi dans une perspective globale. Outre le problème de l'Afghanistan qui déborde largement sur les affaires internes et externes du pays, outre le fait que le pays possède la bombe atomique, le pouvoir central est aux prises avec des groupes islamistes dans une guerre déjà

49 Voir par exemple William Magioncalda, « A Modern Insurgency: India's Evolving Naxalite Problem », dans *South Asia Monitor*, N° 140, Washington, Center for Strategic and International Studies, 8 avril 2010.

50 Charles E. Callwell, *Small Wars. Their Principle and Practice*, Book Jungle, 2009. Durant les années 2000, on a surtout découvert ou redécouvert l'ouvrage (écrit en anglais, tiré de sa propre expérience dans l'armée française, de David Galula, *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice*, Praeger, Westport, 1964.

51 Les études poussées montrent que la violence contre les civils durant la période de l'après-guerre froide est de caractère explosif, avec une succession de cycles hauts et de cycles bas. Kristine Eck & Lisa Hultman, « One-Sided Violence against Civilians in War », dans *Journal of Peace Research*, mars 2007, Vol. 44, N° 2, pp. 233-246.

52 International Crisis Group, « Indonesia: Jihadi Surprise in Aceh », dans *Asia Report*, N° 189, avril 2010.

vieille d'une décennie et qui s'est intensifiée au cours des quatre dernières années, avec déjà près de 7000 victimes. Si, comme ailleurs, il est peu probable que le pouvoir tombe, par la force, aux mains de ces groupes, la violence du conflit qui les oppose aux forces de l'ordre est de nature à déstabiliser encore davantage un pays qui semble perpétuellement au bord du chaos.

Conclusion

En conclusion, après la forte tendance de ces dernières années qui a vu l'émergence de groupuscules islamistes combattants dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et de la péninsule arabe, et qui n'ont pas hésité à employer l'arme du terrorisme, il se pourrait que l'on assiste à une renaissance de mouvements de guérillas plus classiques, dont l'épaisseur opérationnelle est souvent bien supérieure avec au bout du compte des conséquences humanitaires infiniment plus sérieuses que les attentats sporadiques qui, bien que spectaculaires et révoltants, provoquent un nombre bien moins important de victimes. Chaque époque rajoutant une couche supplémentaire de conflits plus ou moins violents à toutes celles qui l'ont précédée, il se pourrait que l'on soit à l'aube d'une nouvelle période fertile en conflits armés. Encore une fois, il serait bon de réfléchir sérieusement aux mécanismes susceptibles de prévenir ou tout au moins d'endiguer ces conflits de demain qui risquent fort de provoquer une nouvelle vague de catastrophes humanitaires. Comme toujours, les inégalités économiques grandissantes et, surtout, le sort peu enviable de nombreuses minorités dans le monde sont au cœur du problème. Si une région comme l'Europe, qui fut longtemps le premier foyer conflictuel de la planète, semble avoir accédé à une sorte de paix perpétuelle, l'avenir de la guerre n'est pas pour autant compromis ailleurs, pas plus que celui de groupes armés décidés à en découdre, ni celui des industriels et marchands d'armes avides de leur fournir, ainsi qu'à leurs adversaires, les moyens de combattre. Pour les États qui, s'ils n'ont plus le « monopole », ni même la légitimité de l'emploi de la force, la réponse technologique, sorte de graal jamais atteint, est toujours bien insuffisante pour répondre aux nouvelles menaces même si certaines avancées, en matière d'imagerie et de précision des armements (notamment grâce aux drones⁵³) constituent des atouts non négligeables. Mais la vulnérabilité politico-stratégique intrinsèque des gouvernements, surtout en démocratie, qu'accompagne la vulnérabilité tactique de leurs armées, y compris les plus sophistiquées (vulnérabilité par exemple des hélicoptères de combat⁵⁴) ne sau-

53 Les rapports sur l'effet des drones, notamment au Pakistan, sont circonspects. Voir « L'utilisation de drones au Pakistan n'a pas d'effets sur la guerre », dans *Le Monde*, 26 février 2010; et *The Year of the Drone*, 2011, document compilé par The New America Foundation, disponible sur: <http://counterterrorism.newamerica.net/drones/2011> (dernière consultation le 11 novembre 2011).

54 Comme cet hélicoptère Chinook américain, anéanti en plein vol le 6 août 2011, causant 38 victimes, la plupart des Navy Seals, l'incident le plus meurtrier depuis le début de l'intervention des États-Unis en Afghanistan.

rait décourager les guérillas du XXI^e siècle, celles-ci trouvant encore de vastes espaces politiques et territoriaux où exercer leur emprise de par le monde, et sur le monde. La peur de créer un précédent qui ouvrirait une nouvelle boîte de Pandore freine également les ardeurs des armées disposant des outils à la pointe du progrès : ainsi de la décision de Washington de ne point exploiter les techniques de la cyberguerre contre le colonel Kadhafi au printemps 2011⁵⁵.

Il y a tout juste deux cents ans, le grand Napoléon, après avoir mis l'Europe à genoux, s'était trouvé totalement démuni face à une poignée de guérilleros espagnols. Alors qu'on s'éloigne irrémédiablement du modèle napoléonien de la guerre classique, avec son unité de temps, d'espace et de lieu – la longue campagne culminant avec la grande bataille et débouchant sur les accords de paix – et alors que la menace terroriste et celle de la prolifération nucléaire semblent sous contrôle, la guérilla, sous des formes nouvelles et suivant de nouveaux schémas taxonomiques, risque fort de devenir la forme de conflit armé la plus courante des prochaines décennies, accentuant ainsi la tendance du moment. Et, quel que soit le visage qu'elle adopte, la dynamique de la guérilla se joue systématiquement sur un axe fondamental qui constitue l'enjeu principal du conflit et en devient son otage : la population.

55 Voir Eric Schmitt et Thom Shanker, «U.S. Weighted use of Cyberattacks to Weaken Libya», dans *The New York Times*, 18 octobre 2011, p. A1.